



# Conseil des chefs de secrétariat pour la coordination

Distr. générale  
1<sup>er</sup> mars 2022  
Français  
Original : anglais

---

## Deuxième session ordinaire de 2021

New York (en ligne), le 18 novembre 2021

### Résumé des délibérations

#### I. Introduction

1. Le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (CCS) a tenu sa deuxième session ordinaire de 2021 le 18 novembre 2021. En raison de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), la session n'a pas pu se tenir en présentiel. Elle s'est donc déroulée entièrement en visioconférence et sa durée a été ramenée d'un jour et demi à quatre heures. La présidence a été assurée par le Secrétaire général depuis New York.

2. La session s'est composée de deux débats, consacrés aux thèmes suivants : a) l'état du monde ; b) la mesure du progrès : au-delà du produit intérieur brut (PIB). Le présent résumé récapitule les délibérations qui ont eu lieu lors de la session.

#### II. Premier débat – L'état du monde

3. Le Secrétaire général a présenté un exposé général sur l'état actuel du monde, au cours duquel il est revenu sur les tensions idéologiques, économiques et géopolitiques existantes et nouvelles, ainsi que sur les conséquences de la polarisation qui en découlait sur le système multilatéral. Il a souligné le rôle essentiel du système des Nations Unies, qui aide à combler les fossés qui se creusent, à réduire les inégalités et à soutenir les plus vulnérables en trouvant de nouveaux mécanismes de coopération et en contribuant au règlement et à la prévention des conflits. Il a exhorté les membres du Conseil à adopter une position ferme contre les clivages idéologiques et à promouvoir la cohésion sociale, l'égalité, les droits humains et le respect mutuel.

4. Le Secrétaire général a rendu compte au Conseil de sa participation à la vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui s'est tenue à Glasgow (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), et appelé de nouveau à redoubler d'ambition pour parvenir à une transition verte et combler l'écart entre les besoins et les perspectives en matière de réduction des émissions.

5. Au cours de la discussion qui a suivi l'exposé du Secrétaire général, les membres du Conseil ont examiné les tendances économiques mondiales, notamment en matière de commerce international, et mis en garde contre l'accroissement des



inégalités et le recul inquiétant des progrès réalisés en matière de développement. Ils se sont penchés sur les graves revers observés dans le domaine des droits humains, aggravés en partie par la pandémie de COVID-19. Ils se sont dits inquiets de voir les disparités mondiales se creuser du fait des inégalités grandissantes en matière de vaccination.

6. On a également fait observer que la désorganisation des chaînes d'approvisionnement mondiales et la montée de l'inflation risquaient d'exacerber encore les inégalités. Les membres du Conseil ont réaffirmé leur volonté de coopérer au sein et en dehors du système des Nations Unies afin de soutenir la reprise économique et d'atténuer les effets négatifs de la pandémie de COVID-19. Un aperçu des activités menées dans le domaine de la non-prolifération nucléaire a également été présenté au Conseil.

### **III. Deuxième débat – La mesure du progrès : au-delà du produit intérieur brut (PIB)**

7. Adopté en 1944 à la Conférence de Bretton Woods comme mesure standard de la capacité de production et de la croissance économique d'un pays, le PIB est de plus en plus souvent utilisé comme un indicateur indirect du bien-être économique et général. Néanmoins, simple mesure de la production économique, il ne tient pas compte des principaux indicateurs de qualité de vie, tels que la santé et l'éducation, ou des externalités négatives résultant de la production, comme la pollution. Par ailleurs, il ne prend en compte ni la valeur créée par le secteur informel et le secteur des services à la personne, ni les biens et services « gratuits » offerts par la nature ou issus de l'économie numérique. Les conséquences de la crise financière de 2008 et celles de la pandémie de COVID-19 ont rendu encore plus évidentes les limites du PIB comme outil de mesure.

8. En ouverture du débat, le Secrétaire général a renouvelé l'appel qu'il avait lancé dans son rapport intitulé « Notre Programme commun » ([A/75/982](#)) pour que soient établis de nouveaux indicateurs de prospérité économique et de progrès autres que le PIB. Il a rappelé aux membres du Conseil que cette démarche concourrait directement à la réalisation, d'ici à 2030, de la cible 17.19 associée aux objectifs de développement durable (D'ici à 2030, tirer parti des initiatives existantes pour établir des indicateurs de progrès en matière de développement durable qui viendraient compléter le produit intérieur brut, et appuyer le renforcement des capacités statistiques des pays en développement).

9. Soulignant certaines des limites du PIB comme instrument de mesure bien-être et du progrès social, notamment en ce qui concerne l'environnement et les inégalités, ainsi que de la résilience financière des pays, le Secrétaire général a fait remarquer que le maintien du PIB comme seul indicateur du progrès pourrait faire sérieusement obstacle à un relèvement équitable et inclusif après la pandémie et à la réalisation des objectifs de développement durable.

10. Le Conseil a entendu des exposés sur les insuffisances du PIB comme indicateur du progrès, présentés par les trois intervenants externes suivants : l'ancienne Statisticienne en chef et Directrice de la Direction des statistiques de l'Organisation de coopération et de développement économiques, Martine Durand ; le professeur émérite d'économie à l'Université de Cambridge, Sir Partha Dasgupta ; la cofondatrice et Directrice exécutive de l'Instituto Igarapé, Ilona Szabó de Carvalho.

11. Les intervenants externes ont rappelé que l'utilisation de mesures inexactes risquait de se traduire par l'élaboration et la mise en œuvre de politiques inadéquates, et insisté sur la valeur économique et sociétale des principaux actifs naturels, sociaux

et numériques qui n'étaient pas pris en compte par le PIB. Il existait un décalage entre la manière dont la croissance économique était actuellement mesurée et la conception plus globale qu'on avait du progrès. On ne pouvait synthétiser tous les aspects du bien-être en un seul chiffre, c'est pourquoi l'utilisation d'un outil de type « tableau de bord », permettant de mesurer la production, le bien-être et la durabilité, serait plus pertinente. Pareille approche supposerait d'améliorer les indicateurs existants et d'investir dans l'élaboration de nouveaux indicateurs.

12. Il a été proposé de tenir compte de l'environnement, des actifs naturels, des risques et des facteurs de résilience. Les discussions ont également porté sur les indicateurs permettant de mesurer la qualité de vie – logement, équilibre entre vie professionnelle et vie privée, santé – et les inégalités ainsi que les travaux domestiques non rémunérés, le secteur informel et la production mondialisée. Il a en outre été dit qu'il fallait mieux prendre en compte les actifs numériques et l'économie numérique.

13. On a également insisté sur l'importance de la dimension intergénérationnelle, notamment des actifs naturels. Le capital naturel n'était ni intégré dans la comptabilité économique, ni pleinement pris en compte par les institutions, ce qui entraînait une forte sous-estimation des actifs naturels, de leur valeur et de leur utilisation. Ce capital était mal mesuré, principalement du fait de sa mobilité et, souvent, de son invisibilité. Il serait donc utile d'actualiser les modèles économiques de croissance, de développement et de pauvreté pour que ce capital soit pris en compte.

14. Enfin, on a fait observer qu'à la suite de l'expansion rapide des moyens de collecte et de traitement des données, une part croissante de la production économique mondiale dépendait aujourd'hui de la production, de l'exportation, de l'importation et de l'exploitation de ces données. Néanmoins, l'économie numérique mondiale demeurerait en grande partie non réglementée et la valeur économique générée dans le domaine numérique n'était pas bien prise en compte, car de nombreux services, actifs et externalités n'étaient pas mesurés avec exactitude. En outre, seule une poignée de grandes entreprises et de pays avaient bénéficié de la révolution des données, ce qui risquait d'exacerber encore les inégalités existantes.

15. Au cours de la discussion qui a suivi, les membres du CCS ont mis l'accent sur les principaux éléments pouvant contribuer à une définition crédible et concrète de ce qu'il fallait entendre par « au-delà du PIB », notamment sur les indicateurs complémentaires permettant de broser un tableau plus complet du progrès et du bien-être.

16. Plusieurs membres ont souligné que le PIB ne tenait pas compte des aspects sociaux du bien-être et ne faisait aucune distinction entre quantité et qualité de biens produits. Au surplus, cet indicateur ignorait les biens et services qui n'avaient pas de valeur dans l'économie formelle, tels que le travail domestique non rémunéré, ce qui entraînait une sous-estimation de la production réelle et, en particulier, de la contribution des femmes à l'économie.

17. Les membres du CCS ont réaffirmé que des indicateurs défaillants conduisaient à des politiques elles-mêmes défaillantes, qui nuisaient au climat, à la nature et à la biodiversité et qui risquaient d'accentuer encore les inégalités existant à l'intérieur des pays et entre les pays. Les premières victimes de ces politiques étaient les pauvres, qui dépendaient le plus des actifs naturels. Si le recours au PIB comme facteur déterminant des politiques publiques avait entraîné une très mauvaise répartition des ressources, on a également fait observer que cet indicateur était un reflet de l'économie politique actuelle et que derrière la notion de PIB se cachaient des choix politiques implicites.

18. Plusieurs membres du Conseil ont réclamé l'élaboration d'un cadre global permettant de régir l'économie numérique fondée sur les données et de réglementer

les plateformes numériques. Toute une chaîne de valeur reposait sur les données personnelles, dont la valeur n'était pas prise en compte et n'était pas rémunérée, en particulier dans les pays en développement, désavantagés à cet égard.

19. On a indiqué que, de nombreux indicateurs complémentaires au PIB ayant été mis au point, il fallait examiner de manière coordonnée comment on pouvait en tirer le meilleur parti. Le système des Nations Unies pourrait aider les États Membres à accélérer la mise en place de ces indicateurs, notamment en généralisant la mise en œuvre d'une comptabilité environnementale et économique.

20. On a fait valoir que la gouvernance des flux de données internationaux était un domaine clef sur lequel le système des Nations Unies devrait porter son action à l'avenir. Il a été proposé en premier lieu d'élaborer une définition universelle de l'« économie numérique », qui permettrait d'établir des estimations comparables de ce pan de l'activité économique entre les pays. Il a également été suggéré que le système des Nations Unies saisisse l'occasion que constituerait le Sommet de l'avenir, envisagé dans le rapport intitulé « Notre Programme commun », pour promouvoir l'utilisation des données comme bien public mondial.

21. Plusieurs membres du Conseil ont souligné que, si l'adoption du Système de comptabilité environnementale et économique par la Commission de statistique représentait effectivement un tournant important, il fallait mener des travaux supplémentaires si l'on voulait renforcer les capacités et les moyens nécessaires pour mettre en œuvre ce système et mieux l'intégrer dans les systèmes comptables nationaux. Le système des Nations Unies pourrait assister les États Membres dans la mise en place du cadre convenu en contribuant à la définition des processus de décisions pertinents. Il pourrait également mettre au point un outil de communication et d'information sur la nécessité d'aller « au-delà du PIB », en coopération avec les organisations régionales et la société civile, et aider les États Membres à renforcer leurs capacités aux fins de l'adoption d'outils de mesure complémentaires, tels que le Système de comptabilité environnementale et économique.

22. Les membres du Conseil ont souligné qu'il était impératif de remédier au lien dysfonctionnel qui existait entre la nature et l'économie et de faire en sorte que les sommes consacrées au capital naturel soient considérées non pas comme une dépense mais comme un investissement. On a fait remarquer que certains pays essayaient de dresser un inventaire semestriel de leur capital naturel et qu'une telle initiative pourrait être menée à l'échelle mondiale et de manière coordonnée. Il fallait investir davantage dans les richesses durables, en particulier dans le capital humain et le capital naturel renouvelable. Les pays devraient également envisager de mettre en place des mesures incitatives afin de protéger et d'augmenter la valeur du bien-être, par exemple en réduisant le coût des biens socialement bénéfiques et en augmentant celui des biens engendrant des externalités négatives.

23. En conclusion de ses propos, le Secrétaire général s'est félicité de la richesse du débat et a dit y voir un excellent point de départ aux réflexions à venir sur la question complexe de l'« au-delà du PIB ». Il a demandé à chaque entité de faire le point sur les indicateurs complémentaires au PIB qui existaient et d'examiner comment on pouvait intégrer les éléments sociaux, naturels et numériques dans ces indicateurs ainsi que dans les publications afin d'en maximiser l'efficacité.

## Conclusion

**24. Le CCS a chargé le Comité de haut niveau sur les programmes de diriger, en coopération avec le Département des affaires économiques et sociales, la CNUCED et le Programme des Nations Unies pour le développement, les travaux menés à l'échelle du système des Nations Unies en faveur de la question de**

**l'« au-delà du PIB », notamment en menant une analyse des questions relatives aux données, à la cohérence des politiques et au renforcement des capacités ainsi qu'en proposant des recommandations sur ces questions de façon à aider les États Membres à mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030, en particulier la cible 17.19 associée aux objectifs de développement durable.**

## **IV. Questions diverses**

### **A. Hommage à des membres du Conseil**

25. Le Secrétaire général a souhaité la bienvenue au Secrétaire général de l'Organisation de l'aviation civile internationale, Juan Carlos Salazar, à la Secrétaire générale de la CNUCED, Rebeca Grynspan, à la Directrice exécutive de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), Sima Sami Bahous, ainsi qu'au Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, Martin Griffiths, qui participaient pour la première fois à une session du CCS dans leurs fonctions actuelles.

26. Le Secrétaire général a rendu hommage au Directeur général de l'Union postale universelle, Bishar Hussein, au Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, Li Yong, à la Directrice générale du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Henrietta Fore, et à la Secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Alicia Bárcena, qui participaient pour la dernière fois à une session du CCS dans leurs fonctions actuelles.

### **B. Approbation de documents**

27. Les rapports du Comité de haut niveau sur les programmes ([CEB/2021/6](#)) et du Comité de haut niveau sur la gestion ([CEB/2021/5](#)) concernant les travaux de leur quarante-deuxième session ont été approuvés par voie électronique après la conclusion de la session du CCS. Le Secrétaire général s'est également félicité que le Conseil ait approuvé par voie électronique la phase II (Vers un rôle moteur dans le domaine de la durabilité environnementale et sociale) de la Stratégie de gestion de la durabilité dans le système des Nations Unies (2020-2030) ([CEB/2021/2/Add.1](#)) et a souligné qu'il importait que les entités du système des Nations Unies poursuivent leurs efforts sur la voie d'une plus grande durabilité.

### **C. Date et lieu des prochaines sessions**

28. Il a été rappelé aux membres du Conseil que la première session ordinaire de 2022 du CCS aurait lieu, en présentiel, à Vienne les 12 et 13 mai.